

# La prospective du développement agricole et rural au Sénégal

Intervention le  
**Mardi 8 mai 2012 à Taizé**

**Adama FAYE, centre IPAR**  
(Initiative Prospective agricole et Rurale)

## Contexte de l'organisation d'une telle soirée

• **Intervenant :**  
Adama Fayé

• **Mode d'intervention:**  
Rencontre

• **Coordonnées :**  
[adama\\_faye@hotmail.fr](mailto:adama_faye@hotmail.fr)  
[www.ipar.sn](http://www.ipar.sn)

Depuis des années, les Foyers ruraux du Clunisois développent des échanges avec Bagadadji, petit village de la Casamance, au Sénégal. Ces échanges sont portés par Ofad Nafooré, une ONG locale qui œuvre au développement des territoires et des personnes en se référant à l'éducation populaire.

Depuis quelques temps, **les chemins de la connaissance et de la reconnaissance réciproque passent par une formation commune aux Sénégalais et aux Cluniens : le CIL (Certificat d'Initiative Locale)**. Cette formation a été mise en place par les Foyers ruraux et le Collège Coopératif de Paris. Les partenaires Ofad Nafooré et le Collège Coopératif sont présentés en dernière page.

Basé sur l'autobiographie raisonnée, le CIL permet aux acteurs du monde rural, professionnels ou bénévoles, d'analyser et de valoriser leur expérience de telle sorte que chacun puisse l'utiliser pour construire son projet et agir avec plus de pertinence et d'efficacité. Trois promotions se sont succédées depuis 2003, regroupant des Ciliens français et des Ciliens sénégalais. Chemin faisant, ils se sont retrouvés à un carrefour inconnu : la première Université Rurale de Bagadadji, qui a eu lieu du 21 au 24 octobre 2010 sur

le thème : "Mobilisons-nous pour améliorer nos conditions de vie."

Dans la foulée de cette Université Rurale de Bagadadji, deux formations ont été créées :

- l'Atelier d'écriture Partagée, qui consiste à écrire sur sa pratique pour mieux penser l'initiative locale et ensuite agir.
- le CIRAL (Certificat Initiative Recherche-Action Locale) : par la méthode de la recherche-action, le Cilien mène une réflexion sur ses pratiques, en s'inscrivant dans un contexte global.

Un outil de travail a été créé : une plateforme Internet où chacun peut intervenir selon différentes rubriques : carnet de bord, archives, comptes rendus de réunions, fiches de lecture, textes. Intitulée "convoquer le regard de l'autre", une rubrique spéciale est particulièrement destinée aux échanges entre Sénégalais et Français. Les étudiants sont accompagnés par des tuteurs.

La promotion CIRAL 2011-2012 rassemble une vingtaine de participants, dont une majorité de Sénégalais. Présents à Cluny en ce début du mois de mai 2012, deux d'entre eux sont intervenus dans le cadre des Universités Rurales du Clunisois. Il s'agit d'Adama Fayé et d'Ibrahima Mané.

### DANS CE NUMÉRO :

<b>Contexte de l'organisation de cette soirée</b>	<b>1</b>
<b>Présentation de l'intervenant</b>	<b>1</b>
<b>Mise en résonnance des territoires, croisement des problématiques</b>	<b>2</b>
<b>Au cours du dialogue ont aussi émergé des questions</b>	<b>2</b> <b>3</b>
<b>Autres sujets de débats</b>	<b>3</b>
<b>Présentation des partenaires</b>	<b>3</b>

## Présentation de l'intervenant et de sa structure : Adama FAYE, centre Initiative Prospective Agricole et Rurale

**Adama Fayé** est chercheur au centre IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale) de Dakar.

Ce centre est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine.

Il a fait des études supérieures d'ingénieur à Florence, puis à Paris et à Montpellier, avec des stages aux Etats-Unis. Il est impliqué dans la coopération avec la Suisse, dans le champ de l'Agriculture.

**Ibrahima Mané** est administrateur à l'ONG Ofad Nafooré de Bagadadji, en charge de la formation.

## Mise en résonance des territoires et croisement des problématiques

Cette prospective/voyage dans le futur s'est déroulée le 8 mai 2012 à Taizé, en présence de treize personnes, dont Mehdi Farzad, responsable du Collège coopératif.

Par le dialogue et le questionnement, ces personnes ont mis les territoires en résonance et observé si les problématiques d'ici et de là-bas se croisent et se recoupent.

### Question :

**Quelle est le rôle de l'IPAR dans le développement ?**

### Réponse :

Le Sénégal, c'est 196 000 km<sup>2</sup> et 12 millions d'habitants. Depuis longtemps, le sort du pays dépend de l'extérieur : le pouvoir colonial, puis les puissances étrangères puis les grandes institutions internationales. Les gens n'ont pas vraiment de culture de participation, ils sont fatalistes.

En matière d'indépendance, on parle de sevrage précoce.

Aujourd'hui, **on veut reprendre la maîtrise de notre destin en responsabilisant les citoyens.** Avec l'IPAR, nous faisons des "think-tanks" (laboratoires d'idées, cercles de réflexion) sur l'Agriculture. On réunit les cadres, les institutions et les politiques et nous invitons les paysans à nous rejoindre. On réfléchit sur le long terme, pas sur le court terme ou l'urgence. **La réflexion porte sur les politiques et les orientations mais aussi sur les techniques.** Nous avons bataillé dur pour être reconnu par le gouvernement.

*« on va bâtir plusieurs scénarii et essayer de se détourner du scénario catastrophe »*

### Question : Quelles sont les principales problématiques que vous rencontrez ?

**Réponse :** La démographie, l'urbanisation non maîtrisée, l'émigration vers l'étranger, notamment l'Europe, ou vers Dakar où beaucoup de ruraux se rendent avec "le magasin sur l'épaule" (le paysan va en ville avec des marchandises à vendre.)

Il y a aussi toutes les problématiques agricoles : les changements climatiques, le manque d'efficacité de notre agriculture, la faiblesse des rendements, la monoculture, la rentabilité à peine suffisante pour payer les intrants, la concurrence des agrocarburants et des productions destinées à l'exportation comme l'arachide et le coton, qui se font aux dépens des cultures de subsistance, d'où risque de famine ou de dépendance alimentaire accrue.

### Question : Comment faites-vous pour induire le changement ?

#### Réponse :

Le changement passe d'abord par le **questionnement et la prise de conscience.**

Nous travaillons par exemple sur le foncier : il faut définir à qui appartient la terre, éviter l'accaparement des terres par les étrangers, par exemple les Chinois, les Arabes et les Indiens, empêcher de brader le patrimoine. Ensuite, il faut développer une agriculture responsable en matière d'environnement, faire comprendre au gouvernement qu'une pâture n'est pas une jachère. On cherche des alternatives à l'industrialisation de l'agri-

culture. Le paysan doit peser dans les décisions et les négociations alors, on essaie **d'impliquer les populations en travaillant sur l'histoire locale, sur la mémoire des anciens et les rêves d'avenir des jeunes.** A partir de nos réflexions, nous allons bâtir plusieurs scénarii et essayer de se détourner du scénario catastrophe. Après avoir été reconnu, l'IPAR veut devenir force de propositions.

### Question :

**Comment cette réflexion peut-elle passer à l'action ?**

#### Réponse :

Nous devons travailler en relation avec le gouvernement, dont la transition démocratique ne s'est pas trop mal passée, car la société civile a commencé à s'exprimer, pour ne plus subir mais participer. Au Sénégal, l'agriculture est liée à trois sortes de propriétés foncières : les terres familiales, les terres collectives et les terres appartenant à l'Etat. **Le nouveau gouvernement a fait le choix de l'agriculture familiale.** L'agriculture industrielle devrait rester marginale mais il faut développer les chaînes de valeur, ce qu'en France on appelle les filières. Nous voudrions que le gouvernement instaure un système de propriété foncière et affecte des ressources au développement, ce qui permettrait aux paysans de faire des choix, par exemple à propos des OGM ou des productions à développer. Par exemple, en ce moment, les Indiens essaient d'implanter la culture de la noix de cajou. C'est une culture assez facile et qui demande peu de travail. Le paysan est tenté de se lancer au détriment des cultures de l'alimentation locale.

## Au cours du dialogue ont aussi émergé des questions

**Question : Comment les paysans ne prennent-ils pas conscience que la culture sur brûlis est néfaste puisque souvent elle vire au feu de brousse et que le procédé tue la terre ?**

**Réponse :** Il s'agit de pratiques traditionnelles qui ont leurs raisons d'être : nettoyer le champ, débusquer le gibier, récolter le charbon, récolter le miel des abeilles sauvages. On travaille sur ces pratiques avec ces professionnels, pour leur faire prendre conscience de leurs responsabilités et **faire émerger des pratiques différentes qui leur permettent de conserver leur gagne-pain.** C'est une question de formation. Contre ces feux de brousse, on étudie aussi la

création d'un corps de pompiers et de dispositifs anti incendie comme les fosses à eau.

### Question : Comment allez-vous vous positionner et agir par rapport à certaines valeurs sociétales ?

**Réponse :** Les questions comme la natalité, la polygamie et la place des femmes ne sont pas vraiment dans notre champ d'action mais nous pouvons accompagner les réflexions menées à d'autres niveaux, si on nous le demande. Nous réfléchissons, en revanche, sur la problématique des enfants confiés à des marabouts qui les font mendier.

En ce qui concerne l'exode rural, nous constatons qu'un **exode à l'envers a commencé** : les jeunes qui ont quitté la campagne pour aller en ville, quittent la ville et reviennent dans leur village. C'est pour eux une sorte de retour aux sources. Ils reviennent mobilisés pour que les choses bougent. Ils ne sont pas fatalistes comme les Anciens et ils se sont rendus compte qu'il ne faut pas tout attendre de l'Etat. Ils sont aussi mieux éduqués, plus citoyens, avec un regard sur l'éducation différent : un jeune ne va pas à l'école pour entrer dans l'appareil de l'Etat, devenir ministre, mais pour avoir un métier.

**Question :**

Comme l'ont rappelé les femmes de l'Université Rurale de Bagadadji : il y a un conflit en Casamance. Comment régler les problèmes dans un pays qui ne reconnaît pas sa guerre ?

**Réponse :**

La Casamance est séparée du reste du Sénégal par la Gambie. On dit que la Gambie est une banane en travers de la gorge du Sénégal. La région est devenue séparatiste et aujourd'hui, c'est un problème de géopolitique mondiale.

Il y a les guerres à basse tension, très localisées et qui ont peu d'impact sur le monde et les guerres à haute tension où les enjeux ont plus d'envergure. **De la nature du conflit dépendent les comportements des instances internationales.**

Comme en Casamance, c'est un conflit de basse tension, il n'y pas d'intervention extérieure. Normalement, les choses auraient du se régler d'elle-même mais, avec le temps, une économie s'est développée sur la situation anarchique : la médiation, le trafic d'armes et de drogue, le banditisme transfrontalier, par exemple autour de l'exploitation illégale de la forêt. Les exploitants forestiers Gambiens profitent du désengagement de l'Etat Sénégalais en Casamance pour franchir la frontière et faire des coupes illégales. Il y a aussi des problèmes avec la route : comme elle n'est pas réparée, les producteurs ne peuvent plus acheminer leurs productions. Les mangues par exemple, pourrissent sur les arbres. La faiblesse de l'Etat et l'instabilité politique dans un autre pays voisin, la Guinée-Bissau, n'arrangent rien.

Université Rurale du Clunisois  
FRGS  
Rue des Griottons  
71250 Cluny

Tél. - 03 85 59 23 64  
Fax - 03 85 59 12 47

Email - frgs@wanadoo.fr

Retrouvez toute  
l'actualité du FRGS sur  
notre site internet :  
[www.fdf71.org/cluny](http://www.fdf71.org/cluny)

**Autres sujets de débats**

- Le Sénégal présente une situation atypique. Il doit donc inventer ses propres modèles, ses propres solutions de développement.
- Ces solutions peuvent aussi se trouver dans l'inter Afrique.
- Le Sénégal doit rechercher son indépendance alimentaire, il doit donc être autonome en matière d'agriculture. Il doit aussi défendre sa législation, par exemple, dans le cas de la vente illégale de licences de pêche aux Occidentaux.
- Aujourd'hui, on encourage à consommer local et on encourage le protectionnisme pour se défendre contre les exportations massives de denrées subventionnées d'origine européenne. Il y a des mesures qui sont prises. Par exemple, pour l'oignon, tant que la production locale n'est pas écoulée, on n'ouvre pas les frontières aux oignons en provenance de l'étranger.
- La population a pris conscience des problèmes. Elle pose des diagnostics perspicaces mais le changement passe par les politiques.
- Au Sénégal, la crise est mieux vécue que dans les pays développés. Nous nous interrogeons sur les causes de cette différence : est-ce à cause de l'optimisme africain, de la jeunesse de sa population ? Il faut considérer les choses à partir de critères et de références internes, pas à partir de critères et de références externes. Il y a un combat pour la culture.
- Au Sénégal, nous sommes dans un autre système, avec d'autres valeurs comme la solidarité, l'habitude de la pauvreté, la débrouillardise. C'est ça qui fait la résilience africaine.
- Les penseurs, les philosophes, les artistes, les écrivains, les poètes interviennent de manière intéressante, par exemple Gaston Berger<sup>1</sup> qui a développé le concept de l'afroresponsabilité.
- Il faut penser mieux la valorisation des savoirs. Trop souvent, les gens pensent que si ça vient de l'extérieur, c'est bien ; que ce qu'on est, ce qu'on a ne vaut rien à côté.
- Les échanges avec les Sénégalais sont riches d'enseignement car différentes problématiques sont les mêmes en France : l'implication des populations, la concurrence avec les villes, les choix de développement des sociétés et des individus, la difficulté de toucher les élus.
- Il est important de diffuser les avancées de ces réflexions dans une large partie de la population.

<sup>1</sup> Né en 1896 à Saint-Louis du Sénégal, Pierre Berger est un industriel, philosophe et administrateur français. Dans les années 30, il a fondé le centre universitaire international et des centres de prospective (étude de tous les futurs possibles).

**Les partenaires**

Ofad Nafooré est une organisation de formation et d'appui au développement. Son siège se trouve en milieu rural, à 32 km de la capitale régionale de Kolda. C'est une structure locale qui fonctionne avec une équipe pluridisciplinaire composée de sociologues, d'enseignants et d'animatrices qui valorisent le travail bien fait.

<http://ofad-nafoore.over-blog.com>

L'IPAR est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine. Formalisé en 2005, il provient d'une initiative menée par des spécialistes du monde rural, appuyés sur les organisations paysannes et qui étaient intéressés par la création d'espaces permanents de réflexion prospective et stratégique.



<http://www.ipar.sn>

Le Collège Coopératif de Paris est un organisme de formation pour adultes. Il propose différents cycles de formation "sur mesure" aux personnes ayant une expérience professionnelle et/ou bénévole confirmée dans divers domaines : Education et formation, Travail social, Médicosocial, Economie Sociale et Solidaire, Environnement, Culture, Handicap, Développement des pays Sud..., en France et à l'Étranger. En se référant à ses principes pédagogiques depuis plus de 50 ans, il propose aussi des Accompagnements VAE "sur mesure" pour tout diplôme, tout public, à Paris ou ailleurs. Il construit également des formations collectives en partenariat.



<http://www.cc-paris.org/>